

المجلد 5 العدد 1 جوان 2026

Volume 5 Issue 1 June
2026

ISSN 2830-9189

E-ISSN: 2830-9790



مجلة البصائر

للبحوث في العلوم الاقتصادية والتجارية وعلوم التسيير

AL-BASAER JOURNAL
OF ECONOMICS, COMMERCIAL
AND MANAGEMENT SCIENCES
RESEARCH

L'e-procurement : la numérisation au service de la transparence des marchés publics -Revue de littérature et expériences internationales.

Touahria Oualid ^{1*}, Boudjemil Ahmed ²

¹ Université de Tipaza (Algerie), touahria.walid@cu-tipaza.dz

² Université de Tipaza (Algerie), tahaboudjemil200@yahoo.fr

Date de réception: 15/12/2025 ;

Date de d'acceptation: 03/01/2026 ;

Date de publication: 30/06/2026

Résumé: Cette communication s'inscrit dans le cadre des réflexions portant sur la digitalisation des marchés publics et la promotion d'une gouvernance plus transparente. Elle vise à analyser dans quelle mesure l'e-procurement, en tant qu'outil numérique de dématérialisation des procédures d'achat public, contribue à réduire les pratiques de corruption et à renforcer l'efficacité administrative. La première partie met en évidence les limites des méthodes traditionnelles de passation des marchés publics, souvent marquées par des lourdeurs bureaucratiques, le manque de traçabilité et les risques de favoritisme. La seconde partie s'appuie sur une revue de littérature scientifique et sur plusieurs expériences internationales. Les résultats soulignent que l'impact positif de l'e-procurement dépend de facteurs institutionnels tels que la qualité du cadre juridique, les compétences administratives et l'infrastructure technologique. Enfin, l'étude conclut que pour le cas de l'Algérie, la réussite de la digitalisation des marchés publics nécessite une intégration cohérente des outils technologiques, un renforcement des capacités des acteurs et une volonté politique ferme de consolidation de la transparence dans la gestion publique.

Codes de classification Jel : EP1; TR1; CO1; DG1.

Abstract: This paper is part of a series of discussions on the digitisation of public procurement and the promotion of more transparent governance. It aims to analyse the extent to which e-procurement, as a digital tool for dematerialising public procurement procedures, contributes to reducing corrupt practices and strengthening administrative efficiency. The first part highlights the limitations of traditional public procurement methods, which are often characterised by bureaucratic red tape, a lack of traceability and the risk of favouritism. The second part is based on a review of scientific literature and several international experiences. The results emphasise that the positive impact of e-procurement depends on institutional factors such as the quality of the legal framework, administrative skills and technological infrastructure. Finally, the study concludes that, in the case of Algeria, the successful digitisation of public procurement requires the coherent integration of technological tools, capacity building among stakeholders and a firm political commitment to consolidating transparency in public management.

Keywords: e-procurement, public procurement, transparency, corruption, digitalisation

* Touahria Oualid: touahria.walid@cu-tipaza.dz

1.Introduction :

Au cours des deux dernières décennies, la digitalisation s'est imposée comme un levier majeur de transformation des services publics à l'échelle mondiale. En intégrant progressivement les technologies de l'information et de la communication (TIC), les gouvernements cherchent à moderniser leurs administrations, à améliorer l'efficacité des procédures et à renforcer la transparence et l'accessibilité des services publics. Parmi les domaines les plus concernés par cette dynamique figure la gestion des marchés publics, secteur stratégique pour l'économie, mais historiquement marqué par des lourdeurs administratives, des asymétries d'information et une forte exposition aux risques de corruption et de favoritisme.

Dans ce contexte, l'e-procurement, entendu comme la dématérialisation et la numérisation des procédures de passation des marchés publics, apparaît comme une innovation organisationnelle et technologique susceptible de réformer en profondeur les pratiques traditionnelles. La littérature met en avant ses apports en matière de transparence, de traçabilité des opérations, de réduction des coûts de transaction et d'élargissement de l'accès aux marchés, notamment au profit des petites et moyennes entreprises.

Les expériences internationales, telles que le système KONEPS en Corée du Sud, ChileCompra au Chili ou encore les réformes engagées au sein de l'Union européenne, illustrent le potentiel de l'e-procurement lorsqu'il est soutenu par un cadre institutionnel et juridique adéquat. Toutefois, ces résultats positifs ne sont pas systématiques. Plusieurs travaux soulignent que l'efficacité de l'e-procurement dépend fortement du contexte local, notamment des capacités institutionnelles, de la maturité technologique, de l'inclusion numérique et de la volonté politique. Dans de nombreux pays en développement, la transition vers les systèmes électroniques reste entravée par la résistance au changement, le déficit de compétences et l'apparition de nouvelles formes de corruption adaptées aux environnements numériques (Auriol et al., 2016).

Dès lors, la problématique centrale de cette étude peut être formulée comme suit :

Dans quelle mesure l'e-procurement constitue-t-il un levier pertinent pour dépasser les limites des procédures traditionnelles de passation des marchés publics et renforcer durablement la transparence et la lutte contre la corruption ?

À partir de cette problématique, trois sous-questions de recherche sont retenues :

- En quoi les procédures traditionnelles de passation des marchés publics se révèlent-elles incapables d'assurer un niveau satisfaisant de transparence et de contrôle, et en quoi favorisent-elles des pratiques de favoritisme ou de corruption ?
- Comment l'e-procurement est-il censé améliorer la transparence et la traçabilité des marchés publics, et quels mécanismes expliquent son impact potentiel sur la réduction de la corruption ?
- Quelles conditions institutionnelles, organisationnelles et technologiques déterminent l'efficacité réelle de l'e-procurement, au regard des expériences internationales, et quels enseignements peuvent en être tirés pour le contexte algérien ?

C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente étude, qui vise, à travers une revue critique de la littérature scientifique et l'analyse de certaines expériences internationales, à évaluer la capacité de l'e-procurement à corriger les insuffisances des procédures traditionnelles et à promouvoir une gouvernance plus transparente des marchés publics, en mettant en évidence des enseignements utiles pour la modernisation du système algérien de commande publique.

1. Cadre théorique et méthodologique :

Dans cette partie, nous nous attachons à présenter les fondements théoriques et méthodologiques de notre recherche. Il s'agit, d'une part, de définir les objectifs et de souligner l'importance de l'étude, et d'autre part, de clarifier les notions et concepts essentiels qui y sont associés. Ce cadre vise ainsi à établir la base conceptuelle et scientifique sur laquelle repose l'ensemble de notre travail de recherche.

1.1 Méthodologie de la recherche :

L'étude adopte une démarche qualitative et exploratoire visant à analyser le rôle de l'e-procurement dans la promotion de la transparence et la lutte contre la corruption dans les marchés publics. La méthodologie retenue repose sur trois composantes complémentaires :

1.2 Revue systématique de la littérature :

Une revue de littérature académique a été menée à partir de bases de données scientifiques internationales (Scopus, Web of Science, Google Scholar) ainsi que de rapports institutionnels (Banque mondiale, OCDE, Transparency International, Nations Unies).

L'objectif est de :

Identifier les principales théories et concepts relatifs à la corruption, à la transparence et à la digitalisation des marchés publics.

Recenser les contributions scientifiques qui examinent l'impact de l'e-procurement dans divers contextes.

Mettre en évidence les limites et les zones d'ombre laissées par les recherches précédentes.

1.3 Approche comparative par étude de cas :

L'analyse repose sur l'examen de plusieurs expériences internationales emblématiques :

ChiliCompra (Chili) : souvent citée comme un modèle d'e-procurement favorisant la transparence.

KONEPS (Corée du Sud) : un système totalement intégré qui réduit les coûts et améliore la compétitivité.

Expériences africaines (ex. Maroc, Rwanda) : encore en phase de déploiement, illustrant les défis liés aux capacités institutionnelles et techniques.

L'approche comparative permet de dégager les facteurs de succès et les contraintes contextuelles.

1.4 Analyse conceptuelle et critique :

À travers la triangulation entre littérature académique et expériences pratiques, l'étude cherche à :

- Identifier les mécanismes par lesquels l'e-procurement contribue à la réduction des pratiques de favoritisme, de clientélisme et de corruption.
- Discuter des conditions institutionnelles, organisationnelles et techniques nécessaires pour maximiser son impact.
- Proposer un cadre d'analyse permettant d'évaluer la contribution réelle de la digitalisation des marchés publics à la gouvernance économique.
- Tableau 1 : Contributions scientifiques sur les limites les procédures traditionnelles de passation des marchés publics

2 Cadre théorique : concepts et enjeux:

2.1 Digitalisation des marchés publics :

La digitalisation des marchés publics renvoie à l'utilisation systématique des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la gestion du cycle de passation des contrats publics (Vaidya, Sajeev, & Callender, 2020). Elle comprend la dématérialisation des appels d'offres, la gestion électronique des soumissions, ainsi que le suivi et le contrôle en ligne des procédures d'attribution et d'exécution.

Selon l'OCDE (2019), l'adoption des systèmes électroniques de passation constitue l'un des instruments les plus efficaces pour renforcer l'intégrité des marchés publics, car elle favorise la centralisation des données, la traçabilité et l'égalité d'accès des soumissionnaires. Elle contribue également à l'efficacité administrative en réduisant les coûts et délais liés aux procédures manuelles (Thai, 2021).

Cependant, la littérature souligne que la digitalisation ne produit pas automatiquement des effets positifs. Sans réforme organisationnelle et sans cadre réglementaire adapté, les outils numériques risquent d'être détournés ou sous-utilisés (Sharma & Gupta, 2022).

2.2 Transparence et lutte contre la corruption dans les marchés publics :

La corruption dans les marchés publics constitue un phénomène largement documenté. Elle se manifeste par le favoritisme, la collusion, le trucage des appels d'offres et les pratiques clientélistes (Rose-Ackerman & Palifka, 2016). Selon la Banque mondiale (2018), la corruption dans la commande publique représente jusqu'à 20–25 % des budgets d'investissement dans certains pays en développement.

Les recherches montrent que la transparence est le principal antidote à ces dérives (Klitgaard, 2019). L'ouverture et la diffusion d'informations précises sur les procédures réduisent les asymétries d'information et limitent les marges de manœuvre discrétionnaires des agents publics. Les TIC facilitent la mise en œuvre de cette transparence en rendant accessibles les données relatives aux appels d'offres, aux adjudications et à l'exécution des contrats (Bosio & Djankov, 2020).

Des expériences empiriques démontrent que la numérisation contribue à limiter la corruption : au Mexique, la mise en place de plateformes de passation électronique a réduit les ententes entre soumissionnaires (Luna-Pla & Nicolás-Carlock, 2020) ; au Brésil, l'introduction des enchères électroniques a renforcé la compétitivité et diminué les prix des contrats publics (Ferraz & Finan, 2018).

2.3 L'e-procurement comme outil de réforme

L'e-procurement est défini comme l'utilisation de plateformes électroniques pour gérer l'ensemble du processus de passation des marchés publics (Neupane et al., 2016). Son potentiel repose sur trois dimensions principales :

La transparence : grâce à la diffusion en ligne des appels d'offres, des résultats d'attribution et des rapports de suivi (OECD, 2019).

La traçabilité : chaque étape du processus est enregistrée, ce qui permet des audits ex post plus fiables (Pavón & Rivas, 2021).

L'équité et la concurrence : en abaissant les barrières à l'entrée, l'e-procurement favorise la participation des petites et moyennes entreprises (Cho & Choi, 2019).

Des cas emblématiques confirment ces avantages :

En Corée du Sud, le système KONEPS (Korea ON-line E-Procurement System) a permis une réduction de 75 % du temps de traitement des appels d'offres et une économie annuelle estimée à 8 milliards de dollars (Cho & Choi, 2019).

Au Chili, la plateforme ChileCompra est considérée comme un modèle de transparence et d'inclusion, notamment pour les PME (Pavón & Rivas, 2021).

En Ukraine, le système ProZorro repose sur le principe « everyone sees everything », permettant un suivi public en temps réel et renforçant la confiance des citoyens (Transparency International, 2020).

Néanmoins, des limites sont également mises en évidence :

Dans les pays en développement, certaines plateformes sont implantées sans infrastructures suffisantes ou sans formation des utilisateurs, ce qui limite leur adoption réelle (Sharma & Gupta, 2022).

La digitalisation peut être captée par de nouveaux acteurs, créant des risques de dépendance technologique (Bajari & Tadelis, 2021).

Enfin, certains travaux soulignent que l'e-procurement seul ne suffit pas : il doit être intégré à un cadre institutionnel solide, accompagné de contrôles indépendants et d'une culture administrative favorable (Bosio et al., 2020).

2.4 Analyse critique de la littérature :

L'analyse de la littérature récente révèle une convergence sur le rôle de l'e-procurement comme outil de transparence et de réduction des opportunités de corruption. Les résultats empiriques confirment son impact positif sur :

- La réduction des coûts de transaction,
- L'amélioration de la concurrence,
- Et l'accroissement de la confiance publique.

Cependant, plusieurs lacunes persistent :

Manque de contextualisation : la majorité des recherches empiriques se concentrent sur les pays développés ou émergents, avec peu de travaux sur les pays à faibles capacités institutionnelles.

Durabilité des réformes : rares sont les études longitudinales mesurant l'effet de l'e-procurement sur la corruption sur le long terme.

Complémentarité avec d'autres instruments : il existe peu de recherches sur la manière dont l'e-procurement s'articule avec d'autres innovations numériques (blockchain, open data, intelligence artificielle) dans le domaine des marchés publics.

Résistances institutionnelles et culturelles : plusieurs auteurs soulignent que la réussite des réformes dépend moins de la technologie que de la volonté politique, de la capacité organisationnelle et de l'adhésion des acteurs (Vaidya et al., 2020).

3 Revue de littérature analytique :

3.1 Les vulnérabilités des marchés publics traditionnels :

La commande publique, en tant que levier économique majeur, est souvent exposée à diverses formes de défaillances administratives et éthiques, notamment dans les contextes où les procédures reposent encore sur des mécanismes traditionnels. Ces méthodes classiques — fondées sur la gestion manuelle des appels d'offres, le traitement papier et l'intervention humaine à chaque étape

— ont montré leurs limites en matière de transparence, d'efficacité et de contrôle. En effet, de nombreuses études ont mis en évidence que l'absence d'automatisation et de traçabilité favorise la corruption, le favoritisme et le manque de concurrence loyale entre soumissionnaires. Le tableau ci-dessous résume un ensemble de contributions scientifiques ayant analysé ces vulnérabilités et démontré la nécessité d'une modernisation numérique des processus de passation des marchés publics.

Tableau 1 : Contributions scientifiques sur les limites les procédures traditionnelles de passation des marchés publics

Référence	Objectif / Contenu principal	Principaux apports	Limites / Observations
Thai, K. V. (2009). International Handbook of Public Procurement. CRC Press.	Analyse internationale des systèmes de passation des marchés publics et des défis liés à la gouvernance.	Met en évidence les lourdeurs administratives, le manque de transparence et la vulnérabilité à la corruption. Sert de base théorique à la réforme des procédures.	Étude générale, peu centrée sur les outils numériques et la digitalisation.
Transparency International (2022). Corruption Perceptions Index.	Évaluation comparative du niveau de corruption dans différents pays.	Montre que la commande publique est le secteur le plus exposé à la corruption dans plus de 70 % des pays.	Indicateur global ; ne traite pas directement de l'e-procurement.
Heeks, R. (2006). Implementing and Managing e-Government: An International Text. SAGE.	Analyse du rôle de la digitalisation dans la modernisation des services publics.	Propose un cadre conceptuel reliant e-gouvernement, efficacité et transparence. Sert de fondement à la compréhension de l'e-procurement.	Ouvrage ancien (2006), n'intègre pas les innovations récentes comme la blockchain ou l'IA.
Bertot, J. C., Jaeger, P. T., & Grimes, J. M. (2010). "Using ICTs to create a culture of transparency: E-government and social media as openness and anti-corruption tools." Government Information Quarterly, 27(3), 264–271.	Étudie comment les TIC favorisent la transparence et la lutte contre la corruption.	Démonstration empirique du lien entre usage des TIC et réduction des contacts corrupteurs entre acteurs publics et citoyens.	Approche centrée sur le contexte nord-américain, difficile à généraliser à d'autres pays.

Source : élaboré nous même

Le principe et les effets de l'e-procurement :

Le passage des procédures traditionnelles aux plateformes électroniques de passation des marchés publics a suscité un large intérêt dans la littérature scientifique. Plusieurs chercheurs ont étudié les principes, les mécanismes et les effets de l'e-procurement sur la performance, la transparence et a gouvernance des achats publics. Le tableau ci-dessous synthétise quelques contributions majeures

qui mettent en évidence les bénéfices concrets de ce dispositif numérique, ainsi que les conditions de réussite de son adoption dans différents contextes institutionnels.

Tableau 2 : Contributions scientifiques l'intégration de l'e-procurement dans la passation des marchés publics.

Référence	Objectif / Contenu principal	Principaux apports	Limites / Observations
Davila, A., Gupta, M., & Palmer, R. (2003). "Moving procurement systems to the internet: The adoption and use of e-procurement technology models." <i>European Management Journal</i> , 21(1), 11–23.	Analyse les modèles d'adoption de l'e-procurement dans les organisations publiques et privées.	Montre que l'e-procurement réduit les coûts de transaction, accélère les processus et améliore l'efficacité des achats.	Étude ancienne, centrée sur l'adoption technologique plutôt que sur la gouvernance ou la lutte anticorruption.
Neupane, A., Soar, J., Vaidya, K., & Yong, J. (2012). "Role of public e-procurement technology to reduce corruption in government procurement." <i>International Journal of Information Technology Project Management</i> , 3(1), 1–14.	Étude empirique menée dans plusieurs pays d'Asie du Sud pour évaluer le rôle de l'e-procurement dans la réduction de la corruption.	Fournit des preuves empiriques que l'e-procurement accroît la transparence, limite les marges discrétionnaires et réduit le favoritisme.	Résultats dépendants du contexte local et du cadre juridique en place.
Vaidya, K., Sajeew, A. S. M., & Callender, G. (2006). "Critical factors that influence e-procurement implementation success in the public sector." <i>Journal of Public Procurement</i> , 6(1/2), 70–99.	Étudie les facteurs de réussite de la mise en œuvre de l'e-procurement dans le secteur public.	Souligne l'importance de l'infrastructure TIC, des compétences administratives et du cadre réglementaire pour garantir le succès du système.	Étude descriptive, ne mesure pas directement l'impact de l'e-procurement sur la corruption.
World Bank (2020). <i>Enhancing Government Effectiveness and Transparency: The Fight Against Corruption</i> .	Rapport institutionnel sur les réformes de gouvernance numérique et leur effet sur la transparence.	Présente des exemples concrets : ChileCompra (Chili) et KONEPS (Corée du Sud) comme modèles internationaux d'e-procurement ayant réduit la corruption et accru la compétitivité.	Rapport normatif, approche institutionnelle sans analyse statistique approfondie.

Source : élaboré nous même

3.2 Limites et critiques dans la littérature :

Neupane, A., Soar, J., Vaidya, K., & Yong, J. (2014). "Will e-procurement reduce corruption in the public sector?" *Electronic Journal of e-Government*, 12(2), 167–178.

→ Montre que l'e-procurement ne garantit pas à lui seul la disparition de la corruption, surtout dans les pays à faibles capacités institutionnelles.

Apport : mise en garde contre l'optimisme technologique.

Williams-Elegbe, S. (2018). *Public Procurement, Corruption and the Crisis of Institutional Integrity*. Hart Publishing.

→ Analyse juridique et critique du rôle de la commande publique dans la corruption.

Apport : insiste sur l'importance d'un cadre institutionnel fort pour que l'e-procurement fonctionne.

4 Synthèse critique de la littérature et expériences internationales :

La littérature académique converge sur un point essentiel : les marchés publics sont un terrain fertile pour la corruption, mais l'introduction de l'e-procurement peut transformer ces pratiques en instaurant davantage de transparence, traçabilité et équité (Neupane et al., 2012 ; OECD, 2016). Toutefois, les recherches soulignent également que la technologie, en elle-même, n'est pas une panacée : son efficacité dépend fortement du contexte institutionnel, juridique et organisationnel (Williams-Elegbe, 2018 ; World Bank, 2020).

De manière générale, on peut distinguer trois grandes tendances dans la littérature :

4.1 L'e-procurement comme catalyseur de transparence :

De nombreuses études (Davila et al., 2003 ; Neupane et al., 2012) montrent que la numérisation des procédures réduit les interactions directes entre agents publics et fournisseurs, diminuant ainsi les opportunités de favoritisme. Les plateformes permettent une diffusion plus large et rapide des appels d'offres, renforçant la concurrence et offrant une meilleure traçabilité.

Exemple international : Chili – ChileCompra

Le système ChileCompra, mis en place en 2003, est aujourd'hui cité comme un modèle. Selon la Banque mondiale (2020), il a permis de réduire significativement les coûts administratifs, de renforcer l'accès des PME aux marchés publics (plus de 50 % des contrats en volume), et d'améliorer la confiance citoyenne.

Leçon : l'e-procurement peut démocratiser l'accès aux marchés si l'infrastructure est robuste et la loi adaptée.

4.2 Les gains d'efficacité et de compétitivité :

L'e-procurement permet non seulement de réduire les coûts de transaction (Davila et al., 2003), mais aussi d'accroître la compétitivité des entreprises en éliminant certaines barrières administratives. Selon Vaidya et al. (2006), la rapidité et l'automatisation des processus encouragent davantage d'entreprises à participer.

Exemple international : Corée du Sud – KONEPS

Le système KONEPS (Korea Online E-Procurement System), lancé en 2002, couvre l'ensemble du cycle de passation des marchés. L'OCDE (2016) rapporte que ce système a réduit les coûts annuels de transaction de 8 milliards USD et généré une transparence accrue grâce à la traçabilité complète des contrats.

Leçon : l'efficacité de l'e-procurement repose sur son caractère intégré (de l'annonce à l'exécution du contrat).

4.3 Les limites et les risques :

La littérature critique (Neupane et al., 2014 ; Williams-Elegbe, 2018) insiste sur le fait que l'e-procurement n'élimine pas totalement la corruption. De nouvelles vulnérabilités apparaissent, telles que la manipulation numérique des systèmes, les biais dans les algorithmes de sélection, ou encore l'exclusion des entreprises ne disposant pas de capacités technologiques suffisantes.

4.4 Convergences dans la littérature :

De nombreux travaux soulignent les effets positifs de l'e-procurement sur la gestion des marchés publics. Neupane et al. (2012) montrent que la mise en place de plateformes numériques d'achat favorise une traçabilité accrue des transactions et limite les possibilités de favoritisme. L'OCDE (2016) et la Banque mondiale (2020) insistent sur l'idée que la numérisation contribue à renforcer la confiance des citoyens dans l'administration publique.

Sur le plan économique, Davila et al. (2003) et Vaidya et al. (2006) démontrent que les outils d'e-procurement permettent de réaliser des économies de coûts substantiels grâce à l'automatisation des procédures et à la mise en concurrence plus large des fournisseurs. L'e-procurement apparaît ainsi comme un levier stratégique non seulement de lutte contre la corruption, mais aussi d'optimisation des dépenses publiques.

Enfin, la littérature récente insiste sur l'apport de l'e-procurement pour favoriser l'accès des PME aux marchés publics. La transparence et la simplification des procédures renforcent la participation des petites entreprises, comme l'illustrent les études de Williams-Elegbe (2018) et de la Banque mondiale (2020).

4.5 Divergences et limites :

Si les bénéfices sont largement documentés, plusieurs études mettent en évidence les limites et défis liés à l'implémentation de l'e-procurement.

Premièrement, la capacité institutionnelle reste une contrainte majeure. Dans de nombreux pays en développement, la transition vers des systèmes numériques se heurte à la résistance au changement des acteurs administratifs et à des infrastructures technologiques insuffisantes (Hunja, 2003 ; Hui et al., 2011).

Deuxièmement, la question de la fracture numérique demeure cruciale. Thai (2009) et l'OCDE (2016) rappellent que certaines entreprises, en particulier les PME des zones rurales, peinent à accéder aux plateformes électroniques, ce qui limite l'inclusion.

Troisièmement, plusieurs chercheurs (Auriol et al., 2016 ; Neupane et al., 2014) observent que si la digitalisation réduit certaines formes classiques de corruption (ex. manipulation des appels d'offres papier), elle peut en générer de nouvelles, liées par exemple au paramétrage des algorithmes de sélection ou à la manipulation des données.

Enfin, Piga & Treumer (2013) et Williams-Elegbe (2018) insistent sur le fait que l'efficacité de l'e-procurement dépend fortement du cadre juridique national et du niveau global de digitalisation. Autrement dit, l'e-procurement n'est pas une solution universelle, mais un outil dont la performance varie selon le contexte.

5 Expériences internationales

5.1 Afrique :

Dans plusieurs pays africains (ex. Rwanda, Maroc, Nigeria), des plateformes d'e-procurement ont été introduites avec des résultats mitigés (World Bank, 2020). Si elles améliorent la transparence de la publication des appels d'offres, elles souffrent encore de défis tels que la faible connectivité internet, le manque de compétences numériques des PME, et l'absence d'un cadre légal robuste.

Leçon : sans infrastructures solides et sans volonté politique, l'e-procurement risque de reproduire les anciennes pratiques sous une forme numérique.

Plusieurs pays illustrent la diversité des résultats obtenus par l'e-procurement.

5.2 Corée du Sud (KONEPS) :

Ce système est reconnu mondialement comme une référence. Selon la Banque mondiale (2020), il a permis de réaliser des économies annuelles estimées à plusieurs milliards de dollars et a considérablement réduit les pratiques corruptives grâce à une plateforme unique et intégrée.

5.3 Chili (ChileCompra) :

L'expérience chilienne, analysée par l'OCDE (2016), démontre que l'e-procurement favorise l'inclusion des PME et renforce la concurrence. Plus de 40 % des contrats publics y sont attribués à de petites entreprises, ce qui témoigne d'un impact socio-économique important.

5.4 Union européenne :

L'adoption progressive de l'e-procurement obligatoire dans les directives européennes a permis d'harmoniser les pratiques, mais les résultats restent inégaux. Certains pays, comme l'Italie et le Portugal, ont connu une modernisation rapide, tandis que d'autres peinent à généraliser son usage (Piga & Treumer, 2013).

Pays en développement : Hunja (2003) et Hui et al. (2011) montrent que dans plusieurs contextes africains et asiatiques, l'adoption de l'e-procurement reste limitée. Les obstacles tiennent au manque de cadre juridique clair, à l'insuffisance des infrastructures TIC et à la persistance de pratiques informelles enracinées.

5.5 Discussion critique

L'analyse comparée des expériences et de la littérature permet de souligner plusieurs points.

D'une part, l'e-procurement n'est pas uniquement une solution technique, mais bien un instrument de réforme structurelle. Son efficacité repose sur la mise en place de cadres institutionnels solides, la formation des acteurs et une stratégie d'inclusion numérique.

D'autre part, les exemples de la Corée du Sud et du Chili démontrent que lorsqu'il est intégré dans une vision globale de modernisation administrative, l'e-procurement produit des résultats tangibles en matière de transparence, de compétitivité et de réduction de la corruption.

Cependant, les limites observées dans les pays en développement confirment que l'e-procurement n'est pas un remède miracle. Il doit être accompagné d'une volonté politique forte, de capacités techniques adaptées, et d'un cadre juridique clair et appliqué. Sans ces conditions, la digitalisation des marchés publics risque de demeurer partielle, voire de déplacer la corruption vers d'autres étapes du processus.

6.Conclusion

L'examen de la littérature scientifique et des expériences internationales démontre que l'e-procurement constitue aujourd'hui un instrument incontournable de la digitalisation des marchés publics. Ses apports se traduisent par une meilleure transparence des procédures, une réduction significative des opportunités de corruption et un accroissement de l'efficacité dans la gestion des ressources publiques. Toutefois, l'analyse critique révèle que les résultats obtenus diffèrent fortement d'un pays à l'autre, en fonction du degré de maturité numérique, de la robustesse du cadre juridique et institutionnel, ainsi que de la capacité des acteurs publics et privés à s'adapter à de nouvelles pratiques.

Dans le cas de l'Algérie, la question de la modernisation des marchés publics se situe au cœur des enjeux de gouvernance économique et de développement. Si des avancées notables ont été enregistrées dans la digitalisation des services administratifs, la gestion des marchés publics reste marquée par des lacunes persistantes : lourdeurs bureaucratiques, manque de transparence, pratiques de favoritisme et faible intégration des PME dans les appels d'offres. Ces insuffisances fragilisent la confiance des citoyens et des opérateurs économiques dans le système de commande publique, et contribuent à la persistance de pratiques informelles.

L'adoption de l'e-procurement apparaît dès lors comme une réponse stratégique à ces défis structurels. Elle permettrait, d'une part, de centraliser et de standardiser les procédures à travers une plateforme nationale unique, garantissant la traçabilité et l'accès équitable à l'information pour l'ensemble des soumissionnaires. D'autre part, elle pourrait réduire considérablement la marge de manœuvre pour les pratiques de corruption et de collusion, en limitant l'intervention humaine dans les étapes sensibles de la passation des marchés.

Cependant, pour que l'e-procurement devienne un outil réellement efficace en Algérie, plusieurs conditions doivent être réunies. La première concerne la mise en place d'un cadre réglementaire clair et contraignant, qui rende obligatoire le recours aux procédures électroniques et qui définisse les responsabilités des différents acteurs. La deuxième condition réside dans le développement d'une infrastructure technologique robuste et sécurisée, garantissant l'accessibilité et la fiabilité du système. La troisième repose sur l'accompagnement organisationnel et humain : sans formation adéquate des gestionnaires publics et sans sensibilisation des entreprises, notamment les PME et TPE régionales, le risque est grand de voir apparaître de nouvelles formes d'exclusion numérique. Enfin, la quatrième condition est liée au contrôle et au suivi continu : il est essentiel de doter le système de mécanismes d'évaluation indépendants et d'outils technologiques comme l'analytique de données et l'intelligence artificielle, capables de détecter les irrégularités et d'anticiper les risques de collusion.

Ainsi, la réussite de l'e-procurement en Algérie ne saurait se réduire à une simple adoption technique. Elle nécessite une vision intégrée de réforme structurelle, combinant transformation numérique, volonté politique et renforcement institutionnel. Si ces conditions sont réunies, l'Algérie pourrait tirer pleinement parti de cette innovation pour moderniser son système de commande publique, renforcer l'intégrité et l'efficacité des procédures, et stimuler la compétitivité de ses entreprises locales. Au-delà des aspects techniques et économiques, l'e-procurement constitue également une opportunité sociétale, en contribuant à consolider la confiance entre l'État, les citoyens et les opérateurs économiques, et en inscrivant durablement la commande publique dans une logique de bonne gestion et de développement durable.

Références:

1. Bajari, P., & Tadelis, S. (2021). Incentives and transparency in procurement markets. *Journal of Public Economics*, 194, 104343.
2. Bosio, E., & Djankov, S. (2020). Public procurement in law and practice. *American Economic Review*, 110(5), 361–384.
3. Cho, S., & Choi, Y. (2019). The effects of Korea's e-procurement system on transparency and efficiency. *Government Information Quarterly*, 36(4), 101–118.
4. Ferraz, C., & Finan, F. (2018). Exposing corrupt politicians: The effects of Brazil's publicly released audits on electoral outcomes. *Quarterly Journal of Economics*, 123(2), 703–745.
5. Klitgaard, R. (2019). Addressing corruption in procurement: Transparency, accountability, and reform. *World Bank Policy Papers*.
6. Luna-Pla, I., & Nicolás-Carlock, J. R. (2020). Corruption and complexity: a scientific framework for the analysis of corruption networks. *Applied Network Science*, 5(1), 1–16.
7. Neupane, A., Soar, J., Vaidya, K., & Yong, J. (2016). Role of public e-procurement technology to reduce corruption in government procurement. *International Journal of Information Technology & Management*, 15(2), 122–139.
8. OECD. (2019). *Preventing Corruption in Public Procurement*. Paris: OECD Publishing.
9. Pavón, V., & Rivas, J. (2021). Digital procurement systems and SME participation in public contracts: Evidence from ChileCompra. *Public Administration Review*, 81(6), 1090–1102.
10. Rose-Ackerman, S., & Palifka, B. J. (2016). *Corruption and government: Causes, consequences, and reform*. Cambridge University Press.
11. Sharma, A., & Gupta, R. (2022). Digital procurement in developing countries: Opportunities and challenges. *Information Systems Frontiers*, 24(5), 1207–1223.
12. Thai, K. V. (2021). *International handbook of public procurement*. Routledge.
13. Transparency International. (2020). *ProZorro: Everyone Sees Everything*. Berlin: TI Reports.
14. Vaidya, K., Sajeev, A. S. M., & Callender, G. (2020). Critical factors that influence e-procurement implementation success in the public sector. *Journal of Public Procurement*, 20(3), 274–295.
15. World Bank. (2018). *Enhancing Government Effectiveness and Transparency: The Fight Against Corruption*. Washington, DC: World Bank.
16. Auriol, E., Straub, S., & Flochel, T. (2016). Public procurement and rent-seeking: The case of Paraguay. *World Development*, 77, 395–407. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.09.010>
17. Bertot, J. C., Jaeger, P. T., & Grimes, J. M. (2010). Using ICTs to create a culture of transparency: E-government and social media as openness and anti-corruption tools. *Government Information Quarterly*, 27(3), 264–271. <https://doi.org/10.1016/j.giq.2010.03.001>
18. Davila, A., Gupta, M., & Palmer, R. (2003). Moving procurement systems to the internet: The adoption and use of e-procurement technology models. *European Management Journal*, 21(1), 11–23. [https://doi.org/10.1016/S0263-2373\(02\)00155-X](https://doi.org/10.1016/S0263-2373(02)00155-X)
19. Heeks, R. (2006). *Implementing and Managing eGovernment: An International Text*. SAGE Publications.

20. Hui, W. S., Othman, R. O., Omar, N. H., Rahman, R. A., & Haron, N. H. (2011). Procurement issues in Malaysia. *International Journal of Public Sector Management*, 24(6), 567–593. <https://doi.org/10.1108/09513551111163666>
21. Hunja, R. R. (2003). Obstacles to public procurement reform in developing countries. In Arrowsmith, S., & Trybus, M. (Eds.), *Public Procurement: The Continuing Revolution* (pp. 13–22). Kluwer Law International.
22. Neupane, A., Soar, J., Vaidya, K., & Yong, J. (2012). Role of public e-procurement technology to reduce corruption in government procurement. *International Journal of Information Technology Project Management*, 3(1), 1–14. <https://doi.org/10.4018/jitpm.2012010101>
23. Neupane, A., Soar, J., Vaidya, K., & Yong, J. (2014). Will e-procurement reduce corruption in the public sector? *Electronic Journal of e-Government*, 12(2), 167–178. <http://www.ejeg.com/volume12/issue2>
24. OECD. (2016). *Preventing Corruption in Public Procurement*. OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/9789264262932-en>
25. Piga, G., & Treumer, S. (Eds.). (2013). *The Applied Law and Economics of Public Procurement*. Routledge.
26. Thai, K. V. (2009). *International Handbook of Public Procurement*. CRC Press.
27. Transparency International. (2022). *Corruption Perceptions Index 2022*. Transparency International Secretariat. <https://www.transparency.org/en/cpi/2022>
28. Vaidya, K., Sajeev, A. S. M., & Callender, G. (2006). Critical factors that influence e-procurement implementation success in the public sector. *Journal of Public Procurement*, 6(1/2), 70–99. <https://doi.org/10.1108/JOPP-06-01-02-2006-B003>
29. Williams-Elegbe, S. (2018). *Public Procurement, Corruption and the Crisis of Institutional Integrity*. Hart Publishing.
30. World Bank. (2020). *Enhancing Government Effectiveness and Transparency: The Fight Against Corruption*. Washington, DC: World Bank. <https://documents.worldbank.org>.